

**ÉLECTIONS EUROPÉENNES :  
COORDINATION SUD MONTE  
AU CRÉNEAU !**

PAGE 2

**POLITIQUE DE SOLIDARITÉ  
INTERNATIONALE, QUELLE PLACE  
POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE ?** PAGE 4

**NAJIA BOUNAIM,  
DIRECTRICE RÉGIONALE  
ADJOINTE (AMNESTY  
INTERNATIONAL) PAGE 4**

# NMS

LES Printemps 2019  
NOUVELLES  
DE SUD

LE BULLETIN D'INFORMATION DE COORDINATION SUD # 174

Vie des commissions

## LA SOCIÉTÉ CIVILE EN MOUVEMENT POUR LE CLIMAT !

Pour la troisième fois, la commission Climat et développement (CCD) a reçu le soutien de l'Agence française de développement (AFD) pour la conduite de ses activités. Articulé en trois axes de travail, ce nouveau projet d'appui à la mobilisation des ONG françaises sur le climat (Pamoc) s'étalera de janvier 2019 à décembre 2021.

**Camille André (GERES),**  
chef de file de la commission Climat et  
développement de Coordination SUD

Montée des eaux, records annuels de températures successifs, fonte des glaces... L'urgence climatique est là. Or, malgré des rapports scientifiques toujours plus alarmants, les décisions politiques ne suivent pas. La société civile a donc, plus que jamais, un rôle prépondérant à jouer dans la lutte contre les changements climatiques. À ce titre, les organisations qui composent la CCD ont reçu le soutien renouvelé de l'AFD pour la réalisation de leurs activités. Le Pamoc3, conduit par le GERES, a officiellement démarré en janvier 2019.

“ La société civile a, plus que jamais, un rôle prépondérant à jouer dans la lutte contre les changements climatiques. ”

Coordonné par CARE France, un axe du projet visera au renforcement des capacités climat des organisations de Coordination SUD et de leurs partenaires de terrain. Il s'inscrit dans une logique de formation de formatrices et formateurs, en France et dans les pays d'intervention des membres. Cet axe décliné sous plusieurs formats répondra aux besoins manifestés dans un questionnaire diffusé au premier semestre 2019.

La production de savoirs techniques et scientifiques sur les enjeux climat-développement sera coordonnée par une gouvernance tournante selon les thématiques traitées. Plusieurs pistes de travail sont d'ores et déjà sur la table telles que les spécificités de l'accès à l'énergie dans les pays en développement, les

migrations climatiques, les interactions entre les problématiques eau - genre - forêt - santé et climat, ou encore le rôle de la société civile dans la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national (CDN).

Acting For Life et le Gret coordonneront l'élaboration et la conduite d'un plaidoyer technique. Il s'appuiera sur les réalités de terrain et sera destiné aux actrices et acteurs institutionnels de la lutte contre les changements climatiques.

Un travail de capitalisation en continu sera réalisé sur toute la durée du triennal *via* plusieurs ateliers d'échange et la production de documents de synthèse.

Si vous souhaitez vous joindre à cette dynamique au sein de Coordination SUD ou au-delà, n'hésitez pas ! ■

**ÉLECTIONS  
EUROPÉENNES :**

“ La cohérence des politiques de développement est sans doute le plus grand défi à relever ”

Pour une Europe durable !

Alors que les électeurs·rices des États membres se rendent aux urnes fin mai pour renouveler le Parlement européen, la Commission a publié le document de proposition *Vers une Europe durable en 2030* visant à faire vivre les objectifs de développement durable (ODD) et l'Accord de Paris au niveau de l'UE. Un pavé dans la mare ?

Après des constats lucides sur le coût de l'inaction en matière environnementale et sociale, trois scénarii, plus ou moins structurants, d'intégration des ODD aux choix politiques sont proposés : établir une stratégie globale engageant toutes les institutions européennes et les États membres ; intégrer les ODD aux initiatives de la seule Commission ; tenir compte des ODD dans l'action extérieure de l'UE sans relâche des ambitions internes.

La société civile européenne plaide fortement pour la première option, qui serait la seule à rendre les politiques nationales et européennes cohérentes avec les ODD, tandis que les deux autres relèvent d'une forme de *statu quo* incapable de répondre aux aspirations des citoyen·ne·s. Officialisées en fin de mandature, ces propositions s'adressent avant tout aux prochain·e·s commissaires et aux chef·fe·s d'État et de gouvernement et devront alimenter les réflexions sur le futur de l'Europe. Alors qu'Emmanuel Macron n'a pas encore mis à l'agenda ses orientations européennes, Coordination SUD et Concord demandent que l'Agenda 2030 et l'Accord de Paris soient au cœur des discussions du Sommet de Sibiu (Roumanie, 9 mai) et du Conseil européen du 20 juin, tous deux consacrés au futur de l'UE. Les ODD devront en effet guider la stratégie de l'Union à 2030 et les priorités de la prochaine Commission. C'est dans ce sens que Coordination SUD plaide dans le cadre de sa campagne *Élections européennes 2019*. ■

# ÉLECTIONS EUROPEENNES

## COORDINATION SUD MOBILISE

Le 26 mai auront lieu les élections européennes, temps important de la vie démocratique de l'UE. Coordination SUD se mobilise et sort un manifeste intitulé : *Une Europe engagée pour un monde juste et durable*. Mais comment les organisations de solidarité internationale peuvent-elles peser dans ce scrutin ?

**Benoît Mayaux (Forim),**  
chef de file de la commission Europe

Les élections européennes approchent, avec elles leur lot de questions habituelles. À quoi servent-elles ? Quel est le rôle du Parlement européen ? Scrutin national ou réellement européen ? Et évidemment : pour qui voter ? Une chose est certaine, ces élections arrivent à un tournant de l'Union européenne, dont les structures et le projet même apparaissent de moins en moins porteurs. Alors que les scrutins nationaux mobilisent et engagent les électeurs et électrices, les Européennes reflètent l'état de la relation entre l'Europe et ses citoyens, femmes et hommes, entre manque d'engouement et rejet.

### Une Europe en crise de solidarité

Souvent décrié par son faible pouvoir dans l'architecture institutionnelle de l'Union européenne, le Parlement européen a pourtant un rôle crucial. L'équilibre des forces au sortir des urnes déterminera la composition de la future Commission européenne. Celle-ci aura pour lourde tâche de tourner la page de la Commission Juncker, dont les cinq ans ont vu le Brexit, la crise en Catalogne, la montée progressive des forces nationalistes partout en Europe, concomitante à celle du discours anxiogène sur les migrations. Face à ces « crises », la tentation du repli est forte. Sauvegarder les acquis, maintenir le *statu quo* pour éviter le délitement et accepter que l'extrême droite dicte, sinon ses solutions, à tout le moins son agenda. Dans ce cercle vicieux, les organisations de solidarité internationale se battent pour défendre les valeurs fondamentales de

l'UE : le respect de la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, l'état de droit, ainsi que de respect des droits humains. Comment revenir aux fondamentaux du projet européen, qui a pendant des années réussi à produire de l'adhésion, à créer du lien ?

C'est dans ce cadre que Coordination SUD a choisi de s'engager lors de ces élections européennes, afin d'affirmer une vision et des propositions pour une Europe juste, solidaire, égalitaire et forte de son ouverture à l'autre et à la diversité. Sans doute à contre-courant des débats qui animeront cette campagne, ces positions doivent néanmoins être assumées par les actrices et acteurs associatifs et défendues auprès de celles et ceux qui présentent leur candidature.

### Une campagne pour mobiliser, sensibiliser et influencer

À travers un manifeste, un kit de mobilisation, Coordination SUD entend fournir à ses membres des clés de lecture sur les enjeux du scrutin. De plus, plusieurs rencontres avec les représentantes et représentants des listes ont débuté, d'autres suivront. Elles s'accompagnent de l'envoi d'un questionnaire aux partis politiques, l'occasion d'obtenir les positions de ceux-ci sur les sujets qui nous préoccupent.

Enfin, une grande rencontre sera organisée le 14 mai. Elle donnera l'opportunité à l'ensemble des membres de Coordination SUD d'interpeller directement les candidats et candidates sur les sujets liés au développement, à l'humanitaire et à la solidarité internationale.

### Une vision et des principes forts

Tout d'abord, Coordination SUD entend pro-

mouvoir un développement durable et inclusif. L'Union européenne est le plus important pourvoyeur mondial d'aide publique au développement (APD). À travers ses différents instruments et le Fonds européen de développement issu des budgets des États membres, l'Europe aide, renforce et développe plus que tout autre acteur de la planète. Dans la perspective de l'Agenda 2030 et de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), ce rôle est essentiel. Bien que conséquente, l'APD ne représente néanmoins que 0,5 % du RNB européen, encore loin de l'objectif annoncé de 0,7 %. Des efforts restent à faire pour renforcer l'enveloppe globale, notamment face aux défis environnementaux.

Au même moment, l'APD pourrait être menacée au cours des négociations du prochain cadre financier pluriannuel (*voir encadré*). Le risque est grand d'une plus grande flexibilité en faveur du financement de projets éloignés de l'objectif premier de l'APD, la lutte contre la pauvreté. Enfin, la cohérence des politiques de développement est sans doute le plus grand défi à relever. Alors que l'urgence environnementale et le développement durable doivent guider l'action publique, force est de constater que l'exploitation des ressources naturelles ou la conclusion d'accords commerciaux aux bénéfices difficiles à évaluer apparaissent en contradiction avec ces grands principes.

Les membres du Parlement européen, par leurs prérogatives budgétaires, législatives et de contrôle, doivent garantir que l'aide publique au développement européenne soit bien ancrée dans la solidarité internationale et qu'elle ne soit ni instrumentalisée, ni détournée, ni conditionnée.

Ensuite, Coordination SUD milite pour que tous les candidats et candidates s'engagent pour bâtir une société juste et accueillante. Depuis 2015, les politiques européennes en matière de migrations et d'accueil ont sombré. Elles se révèlent incapables de faire face aux situations d'urgence provoquées par les

### À SUIVRE

#### NOUVEAU DIALOGUE ENTRE L'AFD ET LA SOCIÉTÉ CIVILE

Les discussions entre les organisations de la société civile et l'Agence française de développement (AFD) via le nouveau cadre d'intervention transversal 2018-2023 ont débuté. Parmi les huit groupes de travail envisagés, trois ont commencé leurs travaux ce premier trimestre sur les thématiques suivantes : dispositif Initiatives OSC, territoires et partenariat.

### À SUIVRE

#### RAPPROCHEMENT AFD/EXPERTISE FRANCE

Expertise France sera intégrée au groupe AFD à l'horizon mi-2019. Coordination SUD a exprimé ses attentes aux deux entités : pouvoir être associée au processus, assurer une pleine reconnaissance de l'expertise des organisations de la société civile (OSC) dans la nouvelle configuration et être représentée dans la gouvernance d'Expertise France.

# OPÉENNES : MONTE AU CRÉNEAU !

crises dans les pays du voisinage et de proposer un accueil digne à toutes les personnes en migration.

Sur les quatre dernières années, plus de 15000 personnes ont péri en Méditerranée. La militarisation croissante des frontières, aux dépens des opérations de sauvetage, combinée à la restriction des voies légales de migration, force les personnes migrantes à emprunter des routes de plus en plus risquées.

Dans le même temps, l'UE pousse, à travers toute une série d'instruments, les États voisins à assurer le contrôle de ses propres frontières. Des pays où les droits humains sont régulièrement bafoués, comme la Turquie, la Libye, ou l'Égypte actuellement, deviennent des partenaires privilégiés.

Le prochain Parlement devra s'engager pour que l'Union européenne respecte le droit international, le droit de la mer, le droit d'asile ainsi que les droits fondamentaux de toutes les personnes, sans considération de leur statut. Enfin, Coordination SUD presse les candidats et candidates à soutenir les organisations de la société civile. Aujourd'hui, en Europe, les ONG, collectifs, associations, militant-e-s qui se mobilisent au quotidien pour pallier les manquements publics sont arrêtés. L'arrivée au pouvoir de régimes alliés à l'extrême-droite et des gouvernements dits « illibéraux » a conduit à une criminalisation croissante des associations, en particulier celles prêtant assistance aux personnes migrantes, qualifiées d'irresponsables, [voire complices avec les réseaux de passeurs](#). Mais la solidarité

n'est pas un délit ! Et la honte que nous avons toutes et tous ressentie lors des multiples errances de l'Aquarius ou lors des arrestations à la frontière franco-italienne doit nous servir à exiger plus de nos dirigeants et dirigeantes. Le travail des sociétés civiles est fondamental dans tout processus démocratique. Nous ne pouvons pas transiger sur les menaces qui pèsent sur elles, partout dans le monde. À ce titre, l'Union européenne et les membres du Parlement européen doivent porter des messages forts de soutien à toutes les initiatives de la société civile, notamment dans les pays

“ Coordination SUD presse les candidats et candidates à soutenir les organisations de la société civile. ”

de son voisinage, en faveur de la démocratie et des droits humains. La liberté d'association, de réunion ou de presse, les dialogues pluripartites sont des conditions

*sine qua non* sans lesquelles le concept même d'aide au développement perd tout son sens.

D'autres questions se posent à l'Union européenne. Quel futur pour la politique agricole commune, l'aide humanitaire ou encore la politique européenne de voisinage ? Autant de sujets sur lesquels les organisations membres de Coordination SUD sont mobilisées tout au long de l'année et sur lesquels l'interpellation des parlementaires européens est primordiale. Vos contributions dans ces domaines sont attendues ! Elles viendront enrichir notre réflexion sur l'Europe que nous voulons.

Dans l'isolement, une question doit rester à l'esprit. Qui porte le plus fortement ces valeurs européennes d'ouverture, de solidarité, de justice ? Formulée ainsi, elle a le mérite de faire le tri. ■

751  
PARLEMENTAIRES  
POUR LA  
MANDATURE  
2014-2019

79 PROVENANT  
DE FRANCE

8 GROUPES  
POLITIQUES  
ACTUELLEMENT\*,  
REGROUPANT  
DIFFÉRENTES  
SENSIBILITÉS

(\* Des reconfigurations seront possibles pour la nouvelle mandature

EN JUILLET,  
N'OUBLIEZ PAS  
LE C7 !

Le sommet du G7 se tiendra en France du 24 au 26 août 2019.

En amont, 7 sommets des groupes d'engagement auront lieu (L7 pour les syndicats, Y7 sur les questions de jeunesse, W7 sur les droits des femmes, etc.) dont l'objectif est d'influencer le G7 et de valoriser les recommandations portées auprès des gouvernements. Coordination SUD a été identifiée par le gouvernement français comme point focal pour les échanges avec la société civile et les ONG. À ce titre, elle organisera le C7 (*Civil 7*) à Paris les 2 et 3 juillet. Le C7 sera l'occasion de faire le bilan des réunions ministérielles thématiques passées, de consolider et de donner à voir les recommandations développées par les OSC.

FINANCEMENT DES  
ONG : OÙ VA-T-ON ?

Coordination SUD a défini une trajectoire ayant pour but d'atteindre un objectif d'un milliard d'euros de financements publics français transitant par les ONG d'ici 2022.

Elle prévoit pour cela une progression des budgets alloués aux dispositifs finançant l'initiative des ONG. Or l'évolution des budgets de ces dispositifs reste aujourd'hui très en deçà de cette trajectoire. Coordination SUD poursuit donc son travail de plaidoyer pour que les différents budgets concernés augmentent en rapport avec la trajectoire et qu'une plus grande prévisibilité financière soit donnée aux ONG au moyen d'une programmation budgétaire engagée et plus précise de la part des pouvoirs publics.

UNE NOUVELLE  
CHARTRE ÉTHIQUE

Document constitutif de tout dossier de demande d'adhésion et d'animation de la vie associative, la charte éthique de Coordination SUD évolue.

La nouvelle charte se recentre autour de grands principes éthiques en tenant compte des recommandations formulées lors de l'Assemblée générale de 2018 et d'un atelier de consultation de l'ensemble des organisations membres en mars dernier. Celles-ci ont été également invitées à réfléchir aux modalités de suivi de la charte qui alimenteront, par la suite, la réflexion en cours sur la définition d'une nouvelle charte d'adhésion. La version définitive sera présentée pour adoption lors de l'Assemblée générale de Coordination SUD, le 20 juin prochain.

## Cadre financier pluriannuel et instrument unique, c'est quoi ?

Le cadre financier pluriannuel (CFP) traduit les priorités de l'UE en termes financiers sur plusieurs années. Il définit les dépenses sur une période donnée, ainsi que les montants maximaux disponibles pour chaque grande catégorie de dépenses. Il fournit ainsi un cadre financier mais également politique afin de concentrer les ressources et les investissements là où ceux-ci sont jugés nécessaires. Le budget annuel de l'UE s'inscrit dans ce cadre financier pluriannuel.

Les négociations en cours pour le CFP 2021-2027 montrent une volonté des États de fusionner les principaux instruments d'aide au développement et notamment de faire entrer dans le budget annuel de l'UE, le fonds européen de développement, historiquement piloté directement par les États. Cette fusion entraînerait la création d'un instrument unique très flexible, avec moins de fléchage et permettrait aux pays qui le souhaitent d'utiliser l'APD pour financer des projets de gestion des flux migratoires, comme c'est le cas aujourd'hui avec le fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique.

## À SUIVRE

### INTÉGRATION DU GENRE EN ONG : AUTOFORMEZ-VOUS !

Pour mieux repérer et agir contre les stéréotypes de genre, Coordination SUD a réalisé un module d'autoformation. Il s'adresse aux personnels salariés ou bénévoles. Son objectif ? Maîtriser les connaissances de bases et les outils existants en matière d'intégration du genre dans les pratiques organisationnelles. Bientôt accessible sur notre site.

## À LIRE

### FICHE PRATIQUES ET OUTILS : L'INTÉGRATION DU GENRE AU SÉNÉGAL

Cette nouvelle fiche analyse la prise en compte du genre dans les politiques publiques sénégalaises et dresse un état des lieux des avancées et des freins en l'espèce. Plusieurs études de cas permettent de mettre en lumière les bonnes pratiques des acteurs et actrices du développement dans le pays. Disponible sur le site Internet de Coordination SUD.



L'invitée

## NAJIA BOUNAIM DIRECTRICE RÉGIONALE ADJOINTE (AMNESTY INTERNATIONAL)

« Les ONG sont-elles encore utiles » était la question posée par le débat de lancement de l'ONGLAB, le 15 mars dernier. Najia Bounaim, directrice régionale adjointe Afrique du Nord/Moyen-Orient à Amnesty international revient sur les grandes idées énoncées à cette occasion. À ses côtés intervenaient : Damien Hazard, coordinateur de l'association Vida Brasil, membre du conseil directeur de la plateforme Abong, et Emeline Uwizeyimana, chercheuse.

Le débat sur l'utilité des ONG montre leur rôle toujours incontournable dans le champ de la solidarité internationale, notamment humanitaire. En particulier quand se multiplient les conflits et se dessine le péril climatique. Est entendue comme ONG internationale, toute organisation à but non lucratif, active dans la solidarité internationale et agissant à l'éche-

lon mondial. Au Brésil, par exemple, les ONG internationales ont contribué aux mouvements sociaux et à la protection de l'opposition lors de la dictature (1964-1985). Elles sont à l'origine de projets innovants à fort impact social et de la création d'ONG locales. Même chose au Burundi où les ONG ont œuvré pour la cohésion nationale et sans doute permis d'éviter un génocide. Ainsi, ONG locales et ONG internationales sont des canaux complémentaires pour plus de démocratie.

Pour autant les ONG internationales ont besoin de se réinventer. D'abord en commençant par re-signifier ce que sont le développement ainsi que l'appui aux sociétés civiles et aux ONG locales. Une question se pose : les ONG locales doivent-elles être indépendantes ? Dans un contexte où des relations subalternes persistent, du fait de la captation des flux financiers par les ONG internationales, comment développer des relations

d'interdépendances, d'échanges, de prises de décision conjointes et partagées pour arriver au niveau ultime d'une gestion commune des ressources ?

L'émergence de classes moyennes locales dotées d'expertises, doit permettre de sortir de l'ancien modèle, celui où les personnels coopérants amenaient un savoir-faire, au profit de plus d'échanges. Comment ? En repensant les valeurs affichées par les ONG, notamment celles de neutralité et en inversant la place occupée par les bailleurs de fonds dans la fixation des priorités d'intervention. Étant en première ligne, c'est aux ONG de les définir. Mais pour cela, les ONG gagneraient à prendre en compte la montée des mouvements

“ Pour autant les ONG internationales ont besoin de se réinventer. ”

sociaux de contestation. Elles y sont certes peu associées compte tenu de la défiance à leur égard, mais ils restent à décrypter : mouvement ne signifie pas modernité. Pour autant ceux-ci traduisent des pensées et une nouvelle façon de se mobiliser, riches d'enseignements pour des ONG encore fondées sur des modèles très hiérarchisés. Les ONG sont ainsi appelées à se réinventer et à créer des ponts vers ces derniers. La hausse des inégalités se poursuit ; le développement, la solidarité et la démocratie doivent pouvoir être repensées sous le prisme de ces nouvelles formes d'organisation et d'expression.

L'ONGLAB est la mission de Coordination SUD dédiée au décryptage des évolutions à l'œuvre dans le secteur de la solidarité internationale.

## TRIBUNE POLITIQUE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE, QUELLE PLACE POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE ?

Olivier Bruyeron (Gret),  
administrateur de Coordination SUD

La révision de la loi d'orientation et de programmation relative à la solidarité internationale est une réelle opportunité pour les pouvoirs publics de reconnaître enfin le rôle de la société civile dans ce domaine ! Mais celle-ci sera-t-elle saisie ? Rien n'est moins sûr à ce stade.

Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'Agence française de développement (AFD), dans divers documents récents, mettent en avant la pertinence de mobiliser les organisations de la société civile (OSC). Pourtant en 2017, la France ne consacrait que 3 % de son aide publique au développement (APD) bilatérale aux actions des organisations de la société civile (OSC), contre une moyenne de 15 % pour les États membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE. En Espagne presque la moitié de cette aide transite par des ONG. Alors qu'en Grande-Bretagne ce sont deux milliards d'euros qui y sont dédiés ! La France fait pâle figure avec moins de 240 millions d'euros consacrés à l'intervention des ONG. L'État est certes engagé dans une augmentation des financements des ONG et de leurs actions, mais celle-ci reste très

timide tant en matière de développement que de réponses aux crises humanitaires. Sans compter que trop peu de ces moyens permettent de soutenir les projets conçus par les OSC et leurs partenaires. Preuve en est : si l'AFD a engagé 11,4 milliards d'euros en 2018, elle l'a fait pour moins de 1 % via son dispositif d'appui aux initiatives des ONG ! Marginal...

Pourquoi un tel oubli ? Les OSC françaises sont-elles moins nombreuses, moins dynamiques, moins performantes que leurs consœurs espagnoles ou britanniques ? C'est pour tout dire assez incompréhensible. Rien qu'au sein de Coordination SUD, il est dénombré plus de 170 ONG employant plus de 22000 salarié-e-s, mobilisant plus de 200000 bénévoles, bénéficiant du soutien d'environ 1,9 million de donateurs et donatrices et engageant dans leurs projets environ 1,7 milliard d'euros annuellement ! Sans compter le nombre des organisations partenaires locales avec lesquelles elles travaillent : organisations de la société civile, pouvoirs publics locaux, entreprises, universités et centres de recherche... La raison est donc ailleurs. Sans doute d'anciens modèles de pensée jacobins persistent dans lesquels l'État se pense en capacité de tout concevoir mieux que n'importe quel autre acteur, se méfie de trop renforcer les organisations de la société civile et les mouvements citoyens. Un système qui tend *in fine* à les considérer, malgré les

“ Les ONG sont des relais essentiels de l'appropriation par la population française des enjeux du développement durable. ”

discours, avec un peu de condescendance, quant à leurs capacités réelles à avoir des résultats de manière efficiente.

Cet « oubli », s'il venait à se répéter dans la loi, deviendrait une erreur de jugement et une erreur politique.

La nouvelle loi se doit de corriger le retard et d'associer et de soutenir pleinement la société civile. Cela passe par une reconnaissance effective de leur expertise, de leur droit d'initiative par leur association réelle à la conception, mise en œuvre et évaluation de la politique de développement de la France.

Les ONG sont des relais essentiels de l'appropriation par la population française des enjeux du développement durable. Par leurs actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, elles contribuent à une meilleure compréhension des défis de la lutte contre la pauvreté, les inégalités et leurs conséquences

ainsi que des moyens à y engager.

À ce titre, un article spécifique de cette loi devra mettre en lumière la participation de la société civile à cette politique et prévoir *a minima* un doublement de la part de l'APD transitant par les OSC, et un soutien accru à leurs initiatives. Les pouvoirs publics doivent soutenir ces organisations qui participent du rayonnement français à l'international et sont une force indispensable à la mise en œuvre des ODD et de l'Agenda 2030. ■

3 questions à

Catherine Tudal  
et Diane Vioujard  
(Coordination SUD),

coordinatrices de la capitalisation :  
Mettre en place ou réviser sa stratégie  
et sa politique ressources humaines.

### Pourquoi cette capitalisation ?

Parmi les projets de renforcement présentés auprès du Fonds de renforcement institutionnel et organisationnel (Frio), l'appui à la mise en place ou à la révision d'une politique de ressources humaines fait partie des demandes récurrentes. Une stratégie en ressources humaines est une vision à long terme de la cohérence entre les ressources humaines et la stratégie de l'organisation, ses objectifs et son mandat. Or la particularité de l'environnement de travail des ONG françaises et l'absence de convention collective propre au secteur nécessitent pour les organisations de développer des règles et des outils en conformité avec leurs valeurs et les particularités de leurs divers personnels, et ce avec des moyens limités.

### Quels sont ses apports ?

Les ONG françaises sont amenées progressivement à structurer leurs ressources humaines afin de disposer de compétences internes fortes et nécessaires à la réussite de leur projet associatif. Onze ONG de différentes tailles d'effectif ont accepté de contribuer à cette capitalisation en partageant leur expérience. Vous y trouverez des repères et des éléments de définition, des pratiques, des expériences inspirantes. Cette capitalisation expose des problématiques résolues ou non pour alimenter les réflexions sur divers thèmes RH.

### Quels sont les principaux enjeux RH soulevés ?

Les ONG rencontrées au cours de cette capitalisation témoignent d'une recherche d'amélioration de leur efficacité et de leur attractivité, d'une exigence de professionnalisme. Parfois aussi d'un besoin de fidéliser leurs personnels lorsque le bassin d'emploi est limité et qu'il est difficile d'attirer de nouvelles personnes salariées sur leur territoire. Elles cherchent à favoriser la mobilité et le renouvellement des équipes, à développer les compétences et l'employabilité, ou encore à mettre en place des processus RH pour gagner en efficacité. Prendre en compte la qualité de vie de travail fait également partie des nouveaux enjeux. La capitalisation réalisée par Eurotrois, bientôt disponible en ligne. ■

RETROUVEZ TOUTES  
LES DATES DE L'AGENDA  
ET LES ACTUALITÉS  
[WWW.COORDINATIONSUD.ORG](http://WWW.COORDINATIONSUD.ORG)